



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DÉPARTEMENT
D'INDRE ET LOIRE**

N° 21 / 2026

**COMMUNE DE
PARÇAY-MESLAY**

DÉCISION DU MAIRE

**Renouvellement de caverne funéraire
Cimetière communal**

Le Maire de la commune de Parçay-Meslay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-22, L.2213-7 et les suivants, L.2223-3, L.2223-13 et les suivants, R.2223-10 et les suivants ;

VU la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

VU la délibération n° 2023-05 du 30 mars 2023 modifiant la délibération n°2020-23 du 9 juin 2020, portant les délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire en application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière ;

VU la délibération n° 2024-72 du 19 décembre 2024 fixant les tarifs des différentes concessions ;

VU le règlement de cimetière en date du 3 mars 2000 ;

CONSIDÉRANT la demande de renouvellement au nom du concessionnaire de la sépulture familiale de [REDACTED], faite par voie de dépôt de dossier le 30 mars 2026;

DÉCIDE :

Article 1 : D'APPROUVER le renouvellement de la concession funéraire au nom de [REDACTED] [REDACTED] suivant les conditions du présent acte. Pour une durée de 30 ans, à compter du 1^{er} décembre 2024 située :

- Terrain : Caverne n°5
- Concession n° : 21/2026

Article 2 : DE DIRE que le renouvellement de cette concession est accordé pour une durée de 30 ans. Il prend effet à compter du 1^{er} décembre 2024 et prendra fin le 30 novembre 2054. A l'issue de cette période, le concessionnaire ou les ayants droits pourront exercer leur droit au renouvellement pendant une durée de 2 ans, soit jusqu'au 30 novembre 2056.

Article 3 : DE RAPPELER que le concessionnaire originel ou ses ayants droits ont une obligation d'entretien de la concession qui doit rester en bon état. Cette concession a une superficie de 0,50 m². Aucun dépassement de cette surface n'est autorisé.

Article 4 : DE RAPPELER que la présente décision ne constitue pas un droit réel de propriété mais un simple droit d'usage avec affectation spéciale. Le concessionnaire ou ses ayants droits ne pourra ni louer, ni hypothéquer, ni aliéner son cavurne.

Article 5 : DE RAPPELER que cette concession est familiale afin d'inhumer le concessionnaire originel et son conjoint, ses ascendants et leurs conjoints, les descendants et leurs conjoints, les descendants et leurs conjoints, les alliés et les personnes ayant un lien d'affection particulier avec le concessionnaire originel.

Article 6 : D'ATTRIBUER le terrain moyennant le versement de la redevance fixée par le conseil municipal d'un montant de 550,00 euros, qui a été payée par chèque n° 3272943 – Crédit Agricole, au receveur municipal en date du 30 mars 2026.

Article 7 : DE RAPPELER qu'en cas d'urgence et pour des raisons impératives de sécurité l'administration se réserve le droit d'intervenir à tout moment sur la concession. En application de l'article L511-4-1 du Code de la Construction et de l'Habitation en matière de péril, les frais pourront être mis à la charge du concessionnaire et par la suite à ses ayants droit.

Article 8 : DE RAPPELER que la concession est renouvelable au prix du tarif en vigueur au moment du renouvellement. Il appartient au(x) concessionnaire(s) ou leurs ayants droit d'en faire la demande au plus tôt un an avant l'échéance et au plus tard deux ans qui suivent l'expiration du contrat. A défaut du paiement de cette nouvelle redevance, le terrain concédé fait retour à la commune.

Article 9 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi, notamment au moyen de l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 11 : L'ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le percepteur
- Pôle services à la population de la mairie
- Au concessionnaire.

Il sera rendu compte au conseil municipal à sa plus prochaine séance de la présente décision.

Fait à Parçay-Meslay, le 1^{er} avril 2026




Bruno FENET
Maire de PARÇAY-MESLAY

Certifié exécutoire :

Envoyé en préfecture le 02/04/2026
Reçu en préfecture le 02/04/2026
Publié le 02/04/2026
ID : 037-213701790-20260401-DECIS_21_2026-CC